

3^{èmes} Rencontres des Études africaines en France

Atelier « Regards croisés sur la crise malienne »

Communication

Monique Bertrand, IRD, CESSMA – UMR 245 Université Paris Diderot, INALCO, IRD

« La crise malienne au prisme des « prédateurs » : du foncier au politique »

Dès le milieu des années 2000, biens communs, affaires et deniers publics font l'objet de commentaires de plus en plus nombreux, notamment dans la capitale du Mali, désignant des « prédateurs » à l'origine de malversations multiples, et interpellant les tenants et logiques de pouvoir pour désigner ouvertement la corruption qui pèse sur le pays. Si le lexique du « ventre » n'est pas nouveau dans l'interprétation d'accaparements excessifs et de redistributions insuffisantes, en particulier en matière foncière ; s'il entre en résonance avec d'autres expressions crocodilesques d'un régime de « mangement » ordinaire, le terme se généralise à d'autres faces d'une même dérégulation des relations clientélistes et s'affiche désormais en gros caractères de commentaires écrits. Depuis ses usages dans les heurts de la compétition politique municipale, il monte en puissance pour s'attacher à ceux qui, « tapis dans » l'administration ou la presse, compromettent le crédit politique et financier de la République à l'égard de ses bases sociales et partenaires internationaux.

Avec la conjoncture populiste de 2012, le registre connaît une appropriation élargie sur des registres variés de la crise malienne. Sa circulation marque désormais l'ensemble d'une « classe politique », jusqu'à présent désignée comme lie des prédateurs, dans laquelle de nouveaux entrepreneurs en ordre moral et public cherchent à se distinguer. En marquant par exemple quelques discours du ministre de la Justice durant les mois d'intérim, elle trace un continuum d'usage du second mandat présidentiel d'ATT à l'après investiture présidentielle de 2013.

Depuis un double corpus d'énoncés de la prédation [conflits fonciers bamakoïses et articles de la presse malienne], la proposition s'interrogera sur ce que le lexique et ses locuteurs donnent à voir mais aussi à masquer d'un diagnostic de crise ; et si la criminalisation qui en est le corollaire laisse augurer de nouveaux registres d'action publique locale et nationale.